Israël-Palestine :

Ce qui bloque, ce qui bouge

Introduction de Dominique Vidal

Ivry, 29 mai 2010

En septembre dernier, le Conseil national s'est réuni pour réfléchir à une grille de lecture permettant de comprendre l'évolution de la question palestinienne. Nous avons retenu trois idées :

- la situation sur le terrain est bloquée, en Israël comme dans les Territoires occupés ;
- en revanche, des mouvements s'amorcent sur le plan international ;
- d'où un transfert du cœur de la bataille sur le champ international et donc une responsabilité nouvelle pour le mouvement de solidarité.

Je reviendrai sur chacun de ces points en y intégrant les événements intervenus depuis.

1) Radicalisation en Israël

Le durcissement d'Israël ne date pas de 2009. Il remonte à l'échec d'Oslo, au sabotage par Ehoud Barak des négociations de Camp David et à la seconde Intifada. Mais il s'est considérablement aggravé avec l'opération militaire contre Gaza.

Le gouvernement issu des élections de janvier 2009 est le plus extrémiste de l'histoire du pays, avec pour symbole Avigdor Lieberman devenu vice Premier ministre et ministre des Affaires étrangères alors qu'il remet ouvertement en cause la citoyenneté des Palestiniens israéliens ([i]).

La politique de ce gouvernement, c'est le refus de l'État palestinien et des négociations censées y mener, le développement de la colonisation, la poursuite de la construction du mur, le renforcement d'une armée discréditée par ses échecs militaires en vue des guerres de demain et, à cette fin, l'appauvrissement brutal des catégories défavorisées, arabes et juives.

La dernière preuve en date de cette intransigeance a été l'annonce de la construction de 1 600 nouveaux logements à Jérusalem-Est en mars, en pleine visite du vice-président américain Joseph Biden, venu ouvrir les improbables « négociations indirectes » organisées par George Mitchell entre Israéliens et Palestiniens.

Si cette radicalisation à droite caractérise l'État, elle se manifeste aussi dans la société israélienne. Tous les sondages expriment sa défiance à l'égard des Palestiniens de l'Extérieur comme de l'Intérieur, avec un désir majoritaire de priver ces derniers des attributs de leur citoyenneté, voire d'aboutir à leur expulsion. Sans doute est-ce cet écho populaire qui explique les mesures de plus en plus graves prises contre les Palestiniens d'Israël et, au delà, contre les ONG engagées dans la défense de leurs droits : arrestation et torture de dirigeants, projets de loi visant à rendre impossible le travail des associations, répression contre des journalistes et des militants révélant des crimes commis par armée, etc.

Où sont passés tous ces Israéliens qui acceptaient – au moins verbalement – les principes du retrait des Territoires occupés et de la création d'un État palestinien (même si tous n'étaient pas clairs sur la nature de cet État, Jérusalem ou les réfugiés) ?

Au-delà de la psychose de guerre entretenue par l'aventure du Liban, les massacres de Gaza et la « menace » iranienne, la clé, ici comme ailleurs, c'est l'absence de toute alternative. La reprise en mains du Parti travailliste par Ehoud Barak, sa transformation en instrument de l'opération contre Gaza et sa participation honteuse au gouvernement Benyamin Netanyahou ont non seulement privé l'électorat de tout choix, mais aussi anesthésié la fraction du mouvement pacifiste liée à la mouvance travailliste. Le Parti travailliste n'a pas seulement accompagné électoralement le virage à droite : il l'a accentué en l'avalisant. Pour reprendre l'image de Michel Warschawski, la « petite roue » radicale (qui tourne bien, comme le montre la mobilisation à Sheikh Jarrah) n'entraîne plus la « grande roue » modérée.

Si bien que le « mieux » qu'on puisse attendre dans ce cadre politique, ce serait le remplacement de la coalition actuelle par une formule d'union nationale, l'extrême droite en étant exclue au profit du parti Kadima de Tzipi Livni. Cette « reconstitution de ligue dissoute » – la bande des trois responsables de la guerre contre Gaza – serait évidemment incapable de répondre aux trois grands défis auxquels Israël se trouve confronté :

- stratégique, puisque son armée n'a pas été en mesure de protéger ses propres citoyens, au nord pendant l'offensive contre le Liban de l'été 2006 et au sud avant et pendant l'offensive contre Gaza de l'hiver 2008-2009 (d'où sans doute l'annonce récente d'une aide militaire américaine supplémentaire pour réaliser le « Dôme »

censé intercepter les missiles dès leur mise à feu) ;

- démographique, car le « Grand Israël » comportera bientôt une majorité arabe qui ira en s'accroissant, obligeant à terme l'État, qui se présente comme « juif et démocratique », à renoncer à l'un de ces deux adjectifs déjà contradictoires ;

- international, avec l'isolement relatif que reflète le rapport rédigé par la commission d'enquête Goldstone, approuvé par la majorité de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU). C'est la première fois qu'une institution aussi représentative accuse Israël de *« crimes de guerre, voire contre l'humanité »* – comme le Hamas, mais dans une moindre mesure. Cette accusation a déclenché parmi les dirigeants israéliens une véritable panique. D'autant que le juge Richard Goldstone peut difficilement être présenté comme « antisémite » : non seulement c'est un grand expert en tribunaux internationaux, mais il est juif et sioniste de toujours. L'ONU attend les enquêtes autonomes des deux parties, faute de quoi le Conseil de sécurité pourrait saisir la Cour pénale internationale (CPI): Ehoud Olmert, Tzipi Livni et Ehoud Barak risqueraient de se retrouver sur le banc des accusés… si les États-Unis et l'Union européenne étaient conséquents.

2) Divisions en Palestine

C'est la principale victoire de la stratégie israélienne : la fracture durable du mouvement national palestinien entre le Fatah et le Hamas, les autres courants n'ayant pas vraiment – ou peu – de visibilité politique. Contrairement à l'analyse se focalisant sur la dimension religieuse du conflit, l'opposition est d'abord politique : la première raison du (relatif)

basculement électoral de janvier 2006 réside dans l'échec stratégique de l'Autorité palestinienne (AP) sur la base du choix politico-diplomatique fait par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dans les années 1970.

Les Palestiniens ont placé le Hamas en tête – de peu dans le vote national, plus nettement dans le scrutin de circonscription ([ii]) - parce qu'ils avaient le sentiment, justifié, de n'avoir pas obtenu grand chose par la voie des négociations. Au contraire : le processus de paix s'est transformé en processus accentué de colonisation. Force est de reconnaître que la voie de la lutte armée n'a pas non plus apporté grand chose : non seulement elle a radicalisé l'opinion israélienne, porté atteinte à l'image internationale des Palestiniens et donc facilité la reconquête sanglante de la Cisjordanie par Ariel Sharon, mais elle a sans doute « brutalisé » pour longtemps la société palestinienne lourdement endeuillée.

Autre motivation forte du vote Hamas : le spectacle choquant de la corruption de la bureaucratie de l'AP. Il faut le dire clairement : ces maux n'atteignent pas en Palestine l'ampleur qu'ils ont en France. Reste que, dans une société où la moitié des habitants – plus de 80 % à Gaza - vit avec moins de deux dollars par jour, cette dégénérescence suscite une colère légitime.

Bref, la division à la fois géographique (Cisjordanie/Gaza) et politique (Fatah/Hamas) va de la stratégie à la politique, de la religion à l'idéologie. Cette division n'est pas conjoncturelle, mais structurelle, profonde et vraisemblablement durable – d'autant qu'aucune volonté sincère d'unité ne se manifeste à l'heure actuelle de part et d'autre.

La stratégie occidentale a évidemment élargi le fossé. Le refus de la

« communauté internationale » de dialoguer avec le gouvernement d'union nationale palestinien mis en place en mars 2007 a poussé d'un côté le Fatah à tenter de reprendre par la force le pouvoir qui lui avait échappé par les urnes, et de l'autre le Hamas à se radicaliser pour le garder, les éradicateurs de part et d'autre jetant de l'huile sur le feu. Résultat : le Fatah, en Cisjordanie, arrête et torture des militants du Hamas, qui en fait autant avec des militants du Fatah à Gaza – il en a même assassiné certains pendant l'offensive israélienne.

Hélas, les deux mouvements continuent de s'enfoncer dans cette logique suicidaire. L'unité nationale réalisable sur la base du « Document des prisonniers » a été mise entre parenthèses sous la pression extérieure. Et les événements intervenus depuis septembre ont confirmé l'impasse. Certes, le Fatah tient désormais un discours plus unitaire, mais l'unité qu'il recherche passe visiblement par la défaite du Hamas, qui, il est vrai, a dû renoncer à sa stratégie offensive contre Israël et semble en net recul électoral à Gaza. Si la commémoration commune de la Nakba à Gaza est positive, il serait néanmoins illusoire d'imaginer une réunification rapide.

D'où les diverses tentatives qui se manifestent pour échapper à ce double échec. C'est vrai des efforts de la « gauche » palestinienne, mais aussi, a fortiori, de la « résistance populaire non armée » dont Bil'in constitue le symbole. Cette dernière bénéficie du soutien actif du Premier ministre Salam Fayyad, qui l'intègre à sa stratégie. Reprenant l'idée plusieurs fois avortée de proclamer rapidement l'État palestinien, il propose de bâtir ce dernier sous occupation. Cette tentative peut être appréciée diversement, mais, parachuté du Fonds monétaire international et inconnu hier encore, Fayyad devient populaire grâce aux améliorations qu'il apporte au niveau de vie et de sécurité en Cisjordanie

et en raison de sa « gestion de résistance » : boycott des produits des colonies, investissements dans la zone C, etc.

La perspective qui se dessine rejoint l'idée, présente sur la scène internationale, de contourner le blocage israélien en proclamant l'État dans les frontières d'avant juin 1967, en le faisant reconnaître par le Conseil de sécurité et adhérer à l'Assemblée générale. En ce sens, il ne s'agirait pas d'une proclamation « unilatérale », mais d'un processus construit multilatéralement. Mais les États-Unis et l'Union européenne sont-ils prêts à cette démarche ?

La double impasse en Israël et en Palestine le confirme en tout cas : la solution, si elle doit intervenir, dépend essentiellement de la communauté internationale (sans guillemets) – l'opinion, les partis et associations, mais aussi les gouvernements et les organisations où ils dialoguent, en premier lieu l'ONU, où les premiers peuvent faire pression sur les seconds.

3) Obama à la manœuvre

Dissipons d'emblée toute illusion : Barack Obama n'est ni le Messie annoncé par les médias pendant des mois, ni l'incapable raillé depuis peu par les mêmes. Son ambition internationale, il l'a affichée dès son discours d'investiture le 20 janvier 2009 : *« L'Amérique est à nouveau prête à diriger »*. La différence entre lui et son prédécesseur porte donc moins sur la volonté de rétablir le *leadership* américain que sur la manière d'y parvenir, celle de George W. Bush ayant lamentablement échoué. Pour le nouveau président, l'Amérique doit s'imposer, non plus par le *hard power*, mais par le *soft power* (sauf en Afghanistan, où Obama a déjà envoyé 30 000 GI's supplémentaires).

Appliquée au Proche-Orient dans le but d'y rétablir l'hégémonie ébranlée des États-Unis, cette vision aurait dû amener Barack Obama à tenter d'avancer sur le dossier israélo-palestinien, qui surdétermine les autres – comme l'avait suggéré le rapport bipartisan Baker-Hamilton à la fin 2006. En clair, la solution de ce conflit représente la condition nécessaire – même si elle n'est pas suffisante – de celle des autres affrontements de la région

Les premiers discours et gestes du nouveau président ont donné l'impression qu'il avait fait sienne cette orientation. À commencer par la nomination comme envoyé spécial au Proche-Orient de George Mitchell, « bête noire » des Israéliens en raison de son rapport de l'automne 2000 sur leur responsabilité dans la seconde Intifada. Puis vint le discours du Caire, avec à la fois la main tendue à l'islam, la dénonciation vigoureuse de la colonisation israélienne et l'absence du terme « terroriste » dans sa définition du Hamas, présenté comme *« influent »*. Durant l'été dernier, enfin, la Maison Blanche a fait preuve de fermeté face à Benyamin Netanyahou sur la question de la colonisation, y compris à Jérusalem-Est

Hélas, ensuite, l'administration US n'a pas traduit ces discours en actes. Au contraire : elle a organisé, à la mi-septembre, un sommet Mahmoud Abbas-Benyamin Netanyahou en marge de l'Assemblée générale de l'ONU sans avoir obtenu de ce dernier un engagement clair sur le « gel » de la colonisation. Pis : les États-Unis ont menacé d'utiliser leur veto pour empêcher le Conseil de sécurité de se saisir du rapport Goldstone. Sans oublier le renforcement de l'aide militaire à Israël et les manœuvres communes. Il a fallu la provocation de Netanyahou lors du voyage de Biden pour remettre en mouvement Obama.

Le Premier ministre israélien n'ignorait évidemment pas que l'annonce des 1 600 logements de Ramat Shlomo influerait sur les relations américano-israéliennes. Mais il estimait Barack Obama incapable de relever le gant, sans doute pour avoir sous-évalué l'importance de l'adoption de la réforme de la Santé au Congrès. C'est pourquoi il se servit, le 22 mars, de la tribune du congrès de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) pour lancer une attaque en règle contre l'équipe du président.

S'adressant, avant lui, aux congressistes, la secrétaire d'État Hilary Clinton avait pourtant tenu un discours inhabituel. Certes, elle décrivait l'engagement de Washington en faveur de Tel-Aviv comme *« solide comme un roc, indéfectible, durable et éternel »*. Mais les phrases suivantes relevaient moins du rite. Pour des raisons démographiques, déclarait-elle, *« la solution des deux États constitue le seul chemin permettant à Israël de rester à la fois une démocratie et un État juif »*. C'est cette vision, poursuivait-elle, *« qui nous a conduits à condamner l'annonce de plans de nouvelles constructions à Jérusalem-Est. Il ne s'agissait pas d'orgueil blessé* ([iii]) *»*

Mais le Premier ministre israélien ne comprend pas le message et franchit un nouvel échelon dans l'escalade. Mal lui en prend : il est reçu comme un voleur à la Maison Blanche, sans l'habituelle conférence de presse, sans déclaration commune et même sans photographie. Et, à l'heure du dîner, Obama l'abandonne pour aller se restaurer en compagnie de sa femme et de ses filles… Il accueillera certainement mieux Netanyahou mardi prochain, mais en échange de quoi ?

S'agissait-il pour autant d'une simple réaction d'humeur sur le mode protocolaire ? Ce serait négliger le discours prononcé, le 17 mars, par

David Petraeus devant la commission des Forces armées Sénat. Chef du Centcom, cette zone militaire comprenant l'ensemble du Moyen-Orient, ce général jouit d'une grande popularité depuis qu'il a créé, grâce au *surge* (poussée), les conditions du retrait désormais bien engagé des GI'S d'Irak.

Un paragraphe de son intervention a notamment frappé tous les observateurs : *« Les hostilités persistantes entre Israël et certains de ses voisins représentent des défis particuliers pour notre capacité à faire avancer nos intérêts dans la zone de responsabilité du Centcom. Les tensions israélo-palestiniennes se transforment souvent en violence et en confrontations armées à grande échelle. Le conflit provoque un sentiment anti-américain, à cause de la perception du favoritisme des États-Unis à l'égard d'Israël. La colère arabe sur la question palestinienne limite la puissance et la profondeur de nos relations avec des gouvernements et des peuples de cette zone de responsabilité et affaiblit la légitimité des régimes modérés dans le monde arabe. Pendant ce temps-là, Al-Qaida et d'autres groupes militants exploitent la colère pour mobiliser. Le conflit offre également à l'Iran une influence dans le monde arabe via ses clients, le Hezbollah libanais et le Hamas* ([iv]). *»*

Ce raisonnement se fonde sur le *linkage* (lien) établi entre le conflit israélo-palestinien et les autres. Schématiquement résumé, cela signifie que l'intransigeance israélienne compromet la sécurité des États-Unis et les chances de l'Amérique en Irak comme en Afghanistan, voire dans le bras de fer autour du nucléaire iranien, autant de dossiers délicats pour Washington.

Il est vrai que, d'un autre côté, le *lobby* pèse lourd en faveur du soutien

inconditionnel à Israël. Mais, là encore, la situation évolue. Le fait nouveau, c'est l'essor d'un lobby alternatif, J-Street, qui mobilise contre la politique de Netanyahou et pour la perspective de deux États. De fait, dès le printemps 2009, un sondage indiquait que 72 % des Juifs américains convenaient que la solution des deux États était conforme à l'intérêt national des États-Unis et que 60 % d'entre eux s'opposaient à l'expansion des colonies en Cisjordanie ([v]).

Un coin est-il enfoncé dans le système d'influence dénoncé par le rapport de John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt[vi] ? Il est trop tôt pour l'affirmer. Reste à savoir si la Maison Blanche voudra et saura se servir de ces évolutions comme d'un tremplin pour imposer un règlement dont nul n'ignore les termes. Car ils figurent dans les résolutions de l'ONU, les accords israélo-palestiniens et la Feuille de route du Quartet : retrait de l'armée et des colons israéliens des Territoires occupés en juin 1967, établissement d'un État palestinien dans ces frontières et avec Jérusalem-Est pour capitale, solution juste pour le droit des réfugiés de 1948 et de 1967…

Certains observateurs annoncent d'ici à la fin 2010 un nouveau « plan de paix » américain, à la manière des « paramètres » du président Clinton : publiés en décembre 2000, ceux-ci amenèrent un mois plus tard les délégations israélienne et palestinienne aux négociations de Taba à deux doigts d'un accord global.

Là encore, il est trop tôt pour le dire, tant Barak Obama fonctionne en zigzags. En attendant les résultats de la rencontre de mardi, il faut noter que, lors du sommet sur le nucléaire – après lequel l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) a demandé à Israël de ratifier le Traité de non prolifération nucléaire (TNP), le président US a

martelé, le 13 avril 2010 : *« Il est de l'intérêt national vital de la sécurité des États-Unis de réduire ces conflits* [du Moyen-Orient] *car, que cela nous plaise ou non, nous restons une superpuissance militaire et, lorsque ces conflits éclatent, d'une manière ou d'une autre, nous y sommes entraînés. Et cela finit par nous coûter beaucoup en termes de sang et de finances* ([vii]). *»*

4) Des mouvements contradictoires en Europe

Si la politique américaine comporte bien des zigzags, sans être pour autant identique à celle de George W. Bush, que dire de la politique européenne ?

Le 8 décembre 2008, le Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne avait décidé, contre l'avis du Parlement, de « rehausser » les liens avec Israël – Bernard Kouchner avait beaucoup poussé dans ce sens. Bruxelles avait donné ainsi, en quelque sorte, son « feu vert » à l'offensive contre Gaza. Mais celle-ci allait évidemment entraîner le « gel » d'une décision désormais indéfendable.

Un an plus tard, jour pour jour, le même Conseil des ministres des Affaires étrangères publie une des déclarations les plus avancées de l'histoire de l'Union ([viii]) :

- en appelant à négocier *« une solution fondée sur la coexistence de deux États, avec l'État d'Israël et un État de Palestine indépendant, démocratique, d'un seul tenant et viable, coexistant dans la paix et la sécurité »* ;

- en affirmant que *« l'Union européenne ne reconnaîtra aucune modification du tracé des frontières d'avant 1967, y compris en ce qui concerne Jérusalem, qui n'aurait pas été approuvée par les*

parties » ;

- et que *« les colonies de peuplement et la barrière de séparation ont été érigées sur des terres occupées, que la démolition de maisons et les expulsions sont illégales au regard du droit international »*;

- en rappelant *« n'avoir jamais reconnu l'annexion de Jérusalem-Est. Si l'on veut parvenir à une paix véritable, il faut trouver un moyen de résoudre par la voie de négociations la question du statut de Jérusalem comme future capitale de deux États »*.

Cette inhabituelle netteté s'explique d'abord par le caractère criminel de la politique du gouvernement israélien et l'arrogance avec laquelle il sabote toute recherche de la paix. Elle répond aussi à la colère manifestée, après Gaza, par une partie significative de l'opinion publique européenne. Mais les ministres des Affaires étrangères tiennent aussi compte de la volonté croissante qui en résulte diverses « institutions » européennes de sanctionner Israël, volonté qui découle bien sûr aussi les opinions publiques :

- ainsi quand les gouvernements britannique et irlandais exigent désormais qu'Israël étiquette de manière différente ses produits et ceux des colonies de Cisjordanie ;

- a fortiori quand un juge londonien émet un mandat d'arrêt contre les suspects du massacre à Gaza, au point que Tsipi Livni fut contrainte de reporter un voyage à Londres ;

- de même quand le Foreign Office expulse un diplomate israélien après l'utilisation de passeports britanniques dans le Dubaïgate (ce que n'a pas fait Bernard Kouchner, notons-le) ;

- *idem* quand la Cour européenne de justice des communautés européennes (CJUE), à la demande du tribunal de Hambourg, se saisit du dossier Soda Club pour confirmer que les produits des colonies sont exclus de l'accord d'association et doivent être taxés dans les Vingt-Sept ;

- quand le puissant Fonds souverain norvégien décide de désinvestir d'une société israélienne qui a fourni le système de surveillance du Mur tandis que le plus gros fonds de pension suédois a annoncé une mesure similaire ;

- *idem* lorsque le principal Fonds pension danois et la Danska Bank désinvestissent des colonies ;

- et évidemment quand Veolia laisse entendre (sans concrétiser jusqu'ici) qu'elle pourrait se retirer du tramway de la colonisation à Jérusalem ou quand la banque Dexia assure cesser de financer les colonies, sauf Jérusalem (affirmation contestée sur le terrain).

Si ces décisions constituent une véritable série noire pour le gouvernement Netanyahou, elles ne constituent pas encore une tendance irréversible, loin de là :

- rien n'exclut une nouvelle tentative pour « rehausser » les relations avec Israël. Bernard Kouchner et son homologue espagnol Miguel Angel Moratinos n'ont pas hésité à essayer, en mars, de le remettre à l'ordre du jour. Ils auraient peut-être réussi si Catherine Ashton, la nouvelle responsable politique extérieure l'Union européenne, séjournant alors à Jérusalem et Ramallah, n'avait vécu en direct la provocation de Ramat Shlomo ;

- mais le « rehaussement » se réalise aussi par l'accumulation

d'avantages accordés à Israël. Il ne se passe guère de mois sans qu'on apprenne un nouvel accord avec Israël, dans le cadre de la Politique européenne de voisinage (PEV) : dans l'agriculture, la pêche, le transport aérien, la compétitivité, l'innovation, le commerce et le tourisme, la lutte contre le « terrorisme », l'environnement, etc.

De ce point de vue, l'entrée d'Israël dans l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) mérite réflexion. Cette adhésion scandaleuse, vu le contexte, a été préparée pendant plusieurs années, loin des médias et du grand public. Défendue par les amis d'Israël, elle n'a pas été combattue comme il l'aurait fallu par des États qui, pourtant, critiquent volontiers sa politique : Finlande, Grèce, Mexique, Norvège, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie… Un seul refus aurait pourtant suffi à bloquer cette prime au massacre.

Il est nécessaire que l'Union européenne mette fin à ce grand écart – et que le « B » et le « D » de BDS ne nous fassent pas oublier le « S » (d'autant que « B » a pour but « S »). La Déclaration du Conseil des ministres des Affaires étrangères citée plus haut constitue « la loi » de l'Union européenne : elle définit des exigences politiques claires. Si Israël, comme cela est prévisible, les rejette, l'Union européenne acceptera-t-elle de laisser toutes ces violations du droit international impunies, ou prendra-t-elle des sanctions, à commencer par la suspension de l'Accord d'association Union européenne-Israël ?

La politique du gouvernement Netanyahou-Lieberman-Barak dans les Territoires occupés – et désormais en Israël même – viole de manière flagrante le texte et l'esprit de l'accord : tout invite donc à suspendre l'Accord d'association, comme le Parlement européen l'avait exigé en 2002. Inutile de souligner le poids d'une telle mesure : Israël importe de

l'Union européenne – sans taxes - 37 % de ses importations et y exporte – toujours sans taxes – 35 % de ses exportations ([ix]). Je doute que le gouvernement israélien, sous une telle épée de Damoclès, puisse camper longtemps sur ses positions intransigeantes. Ou que la population israélienne, directement frappée par la suspension de l'accord, le laisse faire…

Je me suis concentré, faute de temps, sur les États et les opinions occidentales. Une analyse complète impliquerait aussi l'analyse du rôle du monde arabe, paralysé par ses divisions, et une évaluation du poids de la Russie et des grands pays émergents, notamment la Chine, l'Inde et le Brésil, dont toutefois l'intérêt pour le Proche-Orient demeure relatif. Il faudrait aussi mesurer l'offensive nouvelle de la Turquie, hier allié stratégique d'Israël avec lequel ses relations se sont considérablement dégradées.

5) Sarkozy à contre-courant

Tout cela ne représente bien sûr pas un spectacle dont nous serions les spectateurs. Comme citoyens soucieux de la paix, nous devons et pouvons peser de toutes nos forces pour faire pencher la balance du bon côté.

Aujourd'hui même, nous mesurons, avec la « Flotille de la liberté » et l'embarras extrême qu'elle crée au gouvernement israélien, quel retentissement peuvent avoir désormais les initiatives citoyennes

Mais nous mesurons la gravité du tournant pris par la politique de la France au Proche-Orient depuis l'assassinat de Rafic Hariri (qui a oublié le tapis rouge déroulé par la visite de Sharon en juillet 2005 ?) et que Nicolas Sarkozy a accentué. Certes, ni Jacques Chirac dans ses deux

dernières années de mandat, ni Sarkozy depuis n'ont modifié le cadre de solution du conflit tel que la France dit le défendre : retrait d'Israël des Territoires occupés en juin 1967 et établissement d'un État palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale. Mais l'Élysée et le Quai d'Orsay répètent cette « doxa » d'une manière routinière, qui contraste avec l'enthousiasme prévalant dans leurs déclarations répétées d'amitié pour Israël.

Or il ne s'agit pas là seulement de paroles verbales : elles se traduisent par une coopération de plus en plus étroite avec Tel-Aviv, voire un appui politico-diplomatique comme lors de l'offensive contre Gaza. Sarkozy et Kouchner argumentent officiellement ce choix en assurant que la « proximité » permet de mieux peser sur le gouvernement israélien. Officiellement, ils disent vouloir rompre avec la politique passée – en clair : gaulliste – qui n'a selon eux débouché sur rien, et activer des « leviers positifs ». Mais ceux-ci n'ont même pas permis au président de la République d'obtenir la grâce de Salah Hamouri. D'ailleurs, la souhaite-t-il vraiment ? Fidèle à son deux poids deux mesures, Sarkozy ne s'est mobilisé que pour Guilad Shalit, dont il a rencontré les parents alors qu'il n'a jamais vu la maman de Salah…

Le tournant en question est d'autant plus profond qu'il s'inscrit dans un tournant général de la politique extérieure française, qui marque une rupture majeure avec celle conçue et mise en œuvre par le général de Gaulle. L'alpha et l'omega du nouvel hôte de l'Élysée, c'était d'emblée le rapprochement, à contre-courant, avec une administration Bush finissante, qui s'est traduit, début mai 2009, par la réintégration de la France au sein du commandement militaire intégré de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN).

Avec l'élection d'Obama, Sarkozy le « bushiste » a été pris à contre-pied. Et plus il peine à s'y adapter, plus il subit la concurrence de son homologue américain. C'est aussi dans ce cadre que s'inscrit – et s'explique – le grand écart de la politique proche-orientale de Paris.

Cette concurrence d'Obama et la radicalisation de l'opinion publique empêchent un alignement total du discours sarkozien sur Israël. Mais l'Élysée et le Quai Orsay font leur la vision de Tel-Aviv (on l'a vu sur l'offensive contre Gaza comme sur le Hamas) et leur discours exprime ce suivisme. Les événements depuis septembre ont, hélas, plus que confirmé le déséquilibre de cette politique. On le mesure avec :

- le silence constant de Paris sur la colonisation, la violation des droits humains, le sabotage de l'échange de prisonniers avec le Hamas, etc. ;

- l'obsession du « rehaussement » qui habite, on l'a noté, Bernard Kouchner ;

- le véritable militantisme en faveur de l'adhésion d'Israël à l'OCDE ;

- le forcing pour imposer (en vain) la tenue du sommet de l'Union pour la Méditerranée contre l'avis de l'Autorité palestinienne et de plusieurs pays arabes ;

- et enfin l'opération scandaleuse montée par François Fillion et Michèle Alliot-Marie contre la campagne BDS. L'invention diffamatoire d'un « boycott des produits casher », que bien sûr personne n'a jamais évoqué, leur a servi à justifier la requalification des plaintes mineures des grandes surfaces en « incitation à la haine raciale », passible de 45 000 euros amende et de cinq ans de prison (j'ajoute que cette démarche implique un amalgame

entre Israélien et juif, ce qui ne peut que nourrir l'« antisémitisme des imbéciles »).

Bref, disons-le clairement : rien n'avancera sans l'intervention des opinions. Et je ne pratique pas là la méthode Coué. C'est ce que montre le sondage réalisé par l'IFOP à notre demande, et dont nous tirons deux grandes leçons :

- la première marque le net progrès de nos idées : le consensus parmi nos compatriotes autour de l'idée de création d'un État palestinien comme clé de la solution du conflit atteint 70 %, et même 90 % si l'on retire les 20 % de « sans opinion » (présents dans presque tous les sondages) ;

- la seconde souligne le chemin qui reste à faire : sur les questions plus complexes, une majorité ou une forte minorité de sondés n'exprime pas d'opinion, et notamment parmi les femmes et les jeunes, dont la vision semble plus « floue ». Notons néanmoins que quatre fois plus de personnes mettent en cause la responsabilité d'Israël plutôt que celle des Palestiniens dans le conflit, et cinq fois plus la complaisance de la « communauté internationale » pour Israël plutôt que pour les Palestiniens.

Globalement, ce sondage dessine donc une réalité que pressentons en fait depuis longtemps : notre situation n'est pas celle d'une forteresse assiégée et isolée ; le vrai défi réside dans notre capacité à mettre en mouvement la majorité des Français qui partagent à des degrés divers nos objectifs.

Il confirme donc la dernière idée que nous soulignions dans notre introduction au Conseil national de septembre : nous devons à la fois

élever le niveau de notre action et l'élargir. C'est tout le sens de l'engagement de l'AFPS dans la bataille BDS, mais aussi du recentrage que nous avons opéré en mars (nous en reparlerons demain) :

- BDS représente un instrument de mobilisation exceptionnel, permettant à chacun de trouver sa place, originale et autonome, dans la bataille pour en finir avec l'impunité d'Israël ;

- à condition que le choix de ses modalités ne nous fasse pas tomber pas dans le piège tendu par le pouvoir.

C'est pourquoi le CN a décidé de concentrer l'action sur le boycott des produits des colonies jusqu'à créer une masse critique. Au lieu de transformer les militants en victimes désignées de la répression, nous nous appuyons sur les lois – européennes et françaises, y compris le droit de la consommation, nous nous plaçons à l'offensive. C'est aussi pourquoi avons fourni récemment aux groupes locaux toutes les informations nécessaires sur le contexte légal de l'action, la liste des principaux produits des colonies, le mode d'emploi des opérations à mener, etc.

Un dernier mot : si la campagne BDS représente une bataille essentielle pour l'AFPS, elle ne résume pas toute notre action. Plus que jamais, le travail d'information est indispensable – avec *Pal Sol* et notre site, mais aussi les conférences-débats et projections-débats. Sur BDS, par exemple, appeler les gens à « B » nécessite un travail d'éclairage. Ce n'est pas un but en soi, mais un moyen. Nous entendons entraîner non pas une « avant-garde » éclairée, mais des dizaines de milliers de personnes. Si la comparaison avec l'Afrique du Sud est pertinente, c'est d'abord sur ce point : nous avons besoin d'un BDS de masse. Or cela reste une idée méconnue (voir le sondage) et pas spontanément

populaire (idem).

De même se pose, plus que jamais, la question de notre présence dans les quartiers et de notre action vers la jeunesse. Tels que sont nos groupes actuellement, sommes-nous attractifs pour jeunes ? Notre matériel d'explication est-il adapté ?

Nous devons aussi poursuivre les missions en Palestine occupée, expression de notre solidarité et occasion de conclure des partenariats utiles. Les missions, même de « découverte », sont les plus efficaces pour engager nos compatriotes dans le combat pour la Palestine, car on revient « changé » de là-bas. En n'oubliant pas, dans ce cadre, les Palestiniens d'Israël ni les pacifistes israéliens. De même, des projets concrets permettent des contacts utiles avec les collectivités et les élus.

Bref, la réalité de l'AFPS, c'est ce combat tous azimuts, sérieux et rassembleur – de quoi occuper nos groupes locaux toute l'année – qui a permis le renforcement massif de 2009 : **7**00 adhérents supplémentaires qui s'expliquent par la réaction populaire à l'offensive israélienne contre Gaza, mais aussi par notre capacité à organiser la solidarité avec la Palestine la plus large et la plus claire.

Nous agissons sur la base de l'application du droit international. Nous ne sommes pas des activistes qui résumeraient leur action à des « coups » - même si, parfois, certaines initiatives ayant une visibilité médiatique et susceptibles d'être approuvées par l'opinion peuvent s'avérer utiles. Nous entendons mener un travail de fond, plus dynamique et plus lisible.

Nous agissons avec la volonté de réunir partout les conditions du rassemblement le plus large, à l'instar du Collectif national, avec une idée majeure : il vaut mieux avancer d'un pas avec des milliers que

d’avancer « beaucoup », en apparence, mais seuls ! La vraie « radicalité positive » est là…

Ce désir de rassemblement ne doit cependant en aucun cas aboutir à nous faire taire, à limiter nos actions propres et à négliger le renforcement de l’AFPS. Voilà l’objectif auquel chacun peut contribuer : en démultipliant les groupes locaux et en voyant si, dans le département d’à côté où il n’y a pas d’AFPS, nous pouvons aider à en « monter » un. C’est une vraie mission : « nationaliser » l’AFPS, afin d’être présents dans tous les départements avec même, là où c’est possible, plusieurs groupes par département.

Mais il n’y aura pas de vrai renforcement de l’AFPS sans une amélioration de sa vie démocratique : c’est le sens du projet de modification des statuts, auquel tous les adhérents peuvent et doivent participer en vue du congrès extraordinaire de cette fin d’année....

Forts de nos succès et de la conscience des faiblesses que nous voulons corriger, continuons ! Pour mieux servir le droit des peuples comme la cause de la paix.

Merci pour votre attention.

[i]() L'offensive contre les Palestiniens d'Israël vise frontalement leurs droits civiques. En leur retirant leurs droits d'expression, d'organisation et finalement de vote, la droite et l'extrême droite israéliennes mettraient fin à une des dernières différences majeures entre le système discriminatoire et raciste israélien et l'apartheid, qui marque la situation dans les Territoires et qui résulte de l'occupation.

[ii]() Le Hamas a recueilli nationalement 42,9 % des voix contre 39,8 % au Fatah. Mais, le vote par circonscription s'ajoutant au vote national, le premier a obtenu 74 députés contre 45 au second.

[iii]() www.state.gov/secretary/rm/2010/03/138722.htm

[iv]() www.france-palestine.org/IMG/pdf/8CF140C9d01.pdf

[v]() *Cf.* www.america.gov/fr/, 6 juillet 2009.

[vi]() *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, La Découverte, Paris, 2007. Leur thèse, pour mémoire, est que soutien inconditionnel les États-Unis/Israël *« mine la réputation de l'Amérique auprès d'alliés importants à travers le monde »* et *« alimente le terrorisme antiaméricain »* car *« il crée un doute sur la sagesse de l'Amérique et sur sa vision morale, contribuant à inspirer une génération d'extrémistes anti-Américains et compliquant les efforts US pour s'occuper d'une région volatile mais vitale. »*

[vii]() http://israelpalestine.blog.lemonde.fr/, 16 avril 2010.

[viii]() http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/FR/foraff/111870.pdf

[ix]() En 2008, selon son ministère des Affaires étrangères (www.mfa.gov.il/MFAFR/Facts+About+Israel/ISRdes Affaires étrangèresL+EN+BREF.htm), Israël a importé de l'Union européenne pour 14 milliards d'euros de biens (sur un total de 37,95 milliards), et y a exporté 11 milliards d'euros (sur un total de 31,74). L'Union européenne absorbe notamment 25 % de la production agricole d'Israël, et 75 % de ses produits frais (fruits, légumes, fleurs…).